

Document de travail

Notes et analyses de l'ITCEQ

N° 42 – 2016

L'Evolution des Prélèvements Obligatoires En Tunisie 1996-2013

Moufida SAHLI



Le présent document de travail est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émises dans cette publication sont celles de l'auteur et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

Cette note est réalisée dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale des Etudes Economiques et sous la supervision de Mme. Mounira Bou Ali et Mr. Sami Boussida.

L'auteur remercie toute l'équipe avec laquelle elle travaille pour leur coopération et sérieux pour réaliser cette note.

Sommaire

INTRODUCTION

I. PRESSION FISCALE	4
I.1. les composantes des prélèvements obligatoires	4
I.2. Les Prélèvements Obligatoires en proportion du PIB	4
I.3. La structure des prélèvements obligatoires	5
I.4. La comparaison des prélèvements obligatoires	7
II. DECOMPOSITION DE LA FISCALITE	7
a) Recettes Fiscales	8
b) Régime Forfaitaire d'imposition	9
CONCLUSION	11
ANNEXES STATISTIQUES	12

Liste des tableaux

Tableau 1: Les Prélèvements Obligatoires en % du PIB 1996-2013	5
Tableau 2: Structure des prélèvements obligatoires 1996-2013	6
Tableau 3: Les Prélèvements Obligatoires en % du PIB de la Tunisie et de quelques pays de l'OCDE en 2005-2012	7
Tableau 4: Nombre de forfaitaires par activité en 2012	10

Liste de graphique

Graphique1: Structure des Recettes Fiscales	8
--	---

Introduction

L'objectif principal de ce travail est d'étudier l'évolution de la pression fiscale globale en Tunisie. Il s'agit en premier lieu, d'analyser le poids des prélèvements obligatoires par rapport au PIB. Pour y parvenir, nous exposons les éléments à prendre en compte dans sa composition. Par la suite, nous étudions l'évolution et la structure de ce ratio (prélèvements obligatoires/PIB) et le comparons par rapport à ceux des pays de l'OCDE afin de déterminer le positionnement fiscal de la Tunisie. Enfin cette note présente les principales caractéristiques du système fiscal.

I. Pression fiscale

1.1/ 1.1. les composantes des prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont constitués par les impôts perçus par l'Etat et par les collectivités locales ainsi que les cotisations sociales. Ces prélèvements obligatoires SONT répartis en quatre grandes catégories :

- Les impôts directs comprennent l'ensemble des impôts prélevés sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices des entreprises.
- Les impôts indirects couvrent les taxes perçues sur la production, la vente des biens et des services. Cette catégorie comprend la TVA, les droits de douane, les droits de consommation auxquels les autres droits et taxes lui sont ajoutés.
- Les cotisations sociales comprennent tous les versements effectués par les salariés et les employeurs et affectés à des institutions fournissant des prestations sociales.
- Les impôts locaux sont constitués par tous les prélèvements obligatoires effectués au profit des collectivités locales (taxes sur les habitations et autres prélèvements...).

1.2/ 1.2. Les Prélèvements Obligatoires en proportion du PIB

Le montant des prélèvements obligatoires en % des PIB est l'indicateur le plus fréquemment utilisé pour déterminer le poids de la fiscalité. Dans la présente étude, ce ratio est appelé taux de pression fiscale globale, il indique la part de la richesse nationale captée par la fiscalité sous forme de prélèvements obligatoires. Il met en évidence le degré de fiscalisation d'un pays, il s'agit en fait d'un indicateur simple et facile à calculer même en termes de comparaisons internationales puisque les données sur les prélèvements obligatoires et le PIB de chaque pays sont disponibles.

Tableau 1: Les Prélèvements Obligatoires en % du PIB 1996-2013

	1996	2000	2005	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	4,2%	5,4%	6,9%	8,3%	7,9%	8,0%	9,2%	8,6%	9,3%
Impôts indirects	13,7%	13,9%	12,0%	12,2%	12,0%	12,2%	11,9%	12,4%	12,1%
Impôt locaux	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,4%	0,3%	0,3%
Cotisations sociales	7,0%	6,8%	7,0%	7,6%	7,9%	8,2%	9,0%	9,1%	9,1%
Prélèvements obligatoires	25,5%	26,6%	26,4%	28,6%	28,4%	28,9%	30,5%	30,5%	30,8%

Source : Ministère des finances

Les prélèvements obligatoires (constitués par les impôts perçus par l'Etat et les collectivités locales ainsi que les cotisations sociales) représentaient en 2013, 30.8 % du PIB. L'observation de l'évolution de cette charge fiscale montre une augmentation d'environ 5 points de pourcentage entre 1996 et 2013 passant de 25.5% à 30.8%. Cet accroissement est dû essentiellement aux impôts directs. En effet, la part de ces impôts directs dans le PIB est passée de 4.2% en 1996 à 9.3% en 2013. Parallèlement les cotisations sociales ont connu une amélioration en passant de 7 % du PIB à 9.1% en 2013.

Quant aux impôts indirects, bien que leur part dans le produit intérieur brut ait accusé une légère baisse (13.7 % en 1996 contre 12.1 % en 2013), ils constituent la source la plus importante de la charge fiscale globale.

1.3/ 1.3. La structure des prélèvements obligatoires

L'évolution de la structure des prélèvements obligatoires montre un accroissement continu des parts des impôts directs et des cotisations sociales au détriment de celles des impôts indirects et des impôts locaux.

Tableau 2: Structure des prélèvements obligatoires 1996-2013

	1996	2000	2005	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	16,6%	20,4%	26,1%	28,9%	27,9%	27,6%	30,0%	28,3%	30,3%
Impôts indirects	53,9%	52,1%	45,3%	42,9%	42,3%	42,1%	39,2%	40,8%	39,2%
Impôt locaux	2,2%	2,1%	2,0%	1,7%	1,9%	1,9%	1,2%	1,1%	1,0%
Cotisations sociales	27,3%	25,4%	26,6%	26,6%	27,9%	28,4%	29,6%	29,8%	29,5%
Prélèvements obligatoires	100%								

Source : Ministère des finances

L'analyse de l'évolution de la structure des prélèvements obligatoires montre aussi une baisse continue des impôts indirects qui résulte, principalement, de la baisse des recettes douanières suite aux démantèlements tarifaires consécutifs à l'adhésion de la Tunisie à l'OMC et la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne. En effet, en 2013, les impôts indirects ont contribué à raison de 39.2% dans la part des prélèvements obligatoires dans le PIB alors que les impôts directs et les cotisations sociales ont participé respectivement à raison de 30.3% et 29.5%.

La part des impôts directs s'est accrue de manière continue en passant de 16.6 % en 1996 à 30.3% en 2013 suite aux augmentations continues des impôts sur le revenu et notamment salariés.

Il importe de signaler la faiblesse du montant des impôts locaux en Tunisie qui constituent ,par la sorte, un handicap au développement régional d'où la nécessité d'une réforme des impôts locaux qui proviennent essentiellement de la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel (TCL) dont le taux correspond à 0,2 % du chiffre d'affaires brut local avec un plafond de 100 000 dinars , de la taxe hôtelière au taux de 2 % du chiffre d'affaires des recettes brut , de la taxe sur les immeubles bâtis calculé sur la base de 2 % du prix de référence du mètre carré construit à des taux variant de 8 % à 14 % et de la taxe sur les terrains non bâtis calculé sur la valeur vénale réelle du terrain au taux de 0,3 %, ont connu une baisse allant de 2.3% à 1% au cours de la période 1996 -2013.

I.4/ I.4.La comparaison des prélèvements obligatoires

En Tunisie, la moyenne de la part des prélèvements obligatoires est de l'ordre de 30.5% du PIB en 2012, la comparaison de ce taux avec celui de la moyenne des pays de l'OCDE montre un écart d'environ 10 points en 2005 (36.2 % moyenne OCDE contre 26.4% pour la Tunisie).

Cet écart s'est réduit à 3 points en 2012 (33.7 % moyenne OCDE contre 30.5% pour la Tunisie). Ce taux de prélèvements obligatoires est souvent considéré comme la mesure du degré d'intervention de l'Etat. Ainsi, pour justifier la progression des prélèvements obligatoires sur la période 2005- 2012, il faut en parallèle promouvoir et améliorer la qualité et le niveau des prestations collectives.

Tableau 3: Les Prélèvements Obligatoires en % du PIB de la Tunisie et de quelques pays de L'OCDE en 2005-2012

Pays	2005	2012
Etats-Unis	27,3%	24,4%
Japon	27,4%	29,5%
Allemagne	34,8%	36,5%
Espagne	35,8%	32,1%
Royaume-Uni	36,5%	33,0%
Italie	41,0%	42,7%
France	40,1%	44,0%
Suède	50,7%	42,3%
Suisse	29,7%	26,9%
Canada	33,4%	30,7%
Moyenne OCDE	36,2%	33,7%
Tunisie	26,4%	30,5%

Source : Ministère des finances

II. Décomposition de la fiscalité

Le système fiscal est l'ensemble des impôts directs et indirects (recettes fiscales). Les impôts directs comportent l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés. Par contre les impôts indirects sont constitués par la taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douane, le droit de

consommation, les droits d'enregistrement et de timbre et divers taxations touchant certains produits tels que le transport, les assurances,...

La principale caractéristique du système fiscal Tunisien est la multitude d'avantages fiscaux dont essentiellement celui du régime forfaitaire d'imposition. En effet, le système fiscal Tunisien offre beaucoup de privilèges et d'allègements fiscaux pour un nombre important de contribuables mais, à notre connaissance, sans aucun suivi et aucune étude d'impact. Ce sont les salariés dont le revenu est soumis à la retenue à la source ainsi que les entreprises soumises au régime réel qui supportent l'essentiel de la charge fiscale au titre des impôts directs. Aujourd'hui, près de 80% des impôts sur les revenus sont prélevés sur les salariés, il est donc indispensable d'instituer une réforme orientée vers une justice fiscale afin de simplifier les impôts et les rendre plus équitables. En effet, cette réforme devrait prendre en considération deux principes élémentaires: celui de l'équité au niveau du prélèvement à la source «à revenu égal, impôt égal», et celui de la progressivité, c'est-à-dire la mise en place d'un système où le taux effectif d'impôt serait réellement plus élevé pour les hauts revenus.

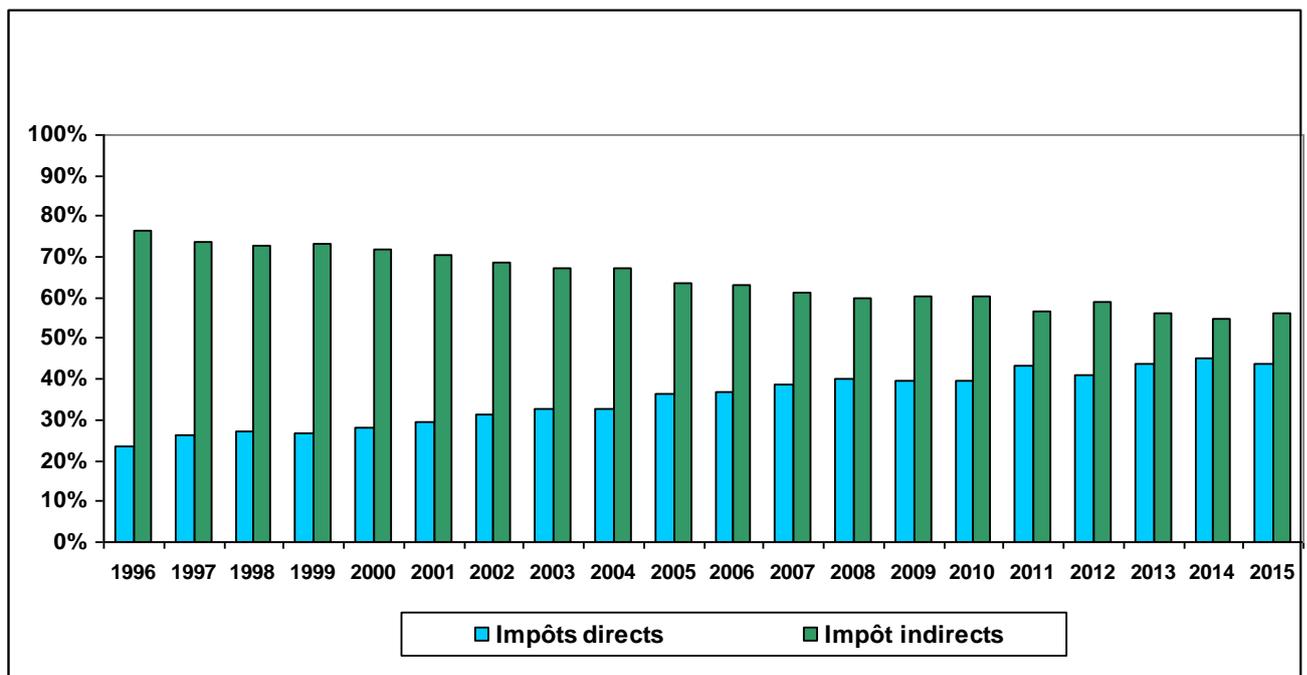
La nouvelle politique fiscale devrait mettre en place un système de suivi et d'évaluation périodique des privilèges fiscaux et de leurs impacts sur la croissance, la compétitivité et l'emploi.

a) Recettes Fiscales

1.5/ Les recettes fiscales proviennent des impôts directs, des impôts indirects et des impôts locaux.

Les deux premières catégories de recettes (impôts directs et impôts indirects) représentent à elles seules 98% des recettes.

Graphique1: Structure des Recettes Fiscales



Source : *Ministère des Finances*

Il se dégage du graphique précédent un important changement de structure des recettes fiscales de structure au fil des années. Auparavant cette structure des recettes fiscales se caractérisait par une prédominance des impôts indirects (80% impôts indirects, actuellement on signale une diminution, d'une année à l'autre, de la part des impôts indirects en faveur des impôts directs. En effet, La part des impôts directs dans les recettes fiscales est passée de 23.6% en 1996 à environ 45% en 2014, alors que celle des impôts indirects tend à diminuer au fil des années allant de 76.4% en 1996 à environ 55% en 2014.

b) Régime Forfaitaire d'imposition

C'est un régime qui s'applique sous certaines conditions aux petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est plafonné. En effet, l'impôt forfaitaire est fixé selon la nature de l'activité exercée et sur la base d'un taux de chiffre d'affaires (CA) annuel déclaré. Avant 2016, ce taux était de 2% du CA pour les activités de commerce et de transformation et de 2,5% du CA pour les autres activités.

Ce régime s'applique aux petites entreprises individuelles industrielles et commerciales qui remplissent un certain nombre de conditions, notamment la condition relative au chiffre d'affaires annuel plafond (100.000 DT pour les activités de commerce et de transformation et de consommation sur place et 50.000 DT pour les activités de services). En plus, les contribuables ne sont pas assujettis à la TVA et ne sont pas obligés de la tenue d'une comptabilité. Mais avec la loi des finances 2016 deux importantes décisions ont été prises pour ce régime. La première concerne la maîtrise du bénéfice du régime forfaitaire et la seconde celle d'assouplissement de l'adhésion des personnes soumises au régime forfaitaire au régime réel.

Pour la Maîtrise du bénéfice du régime forfaitaire, ce dernier est accordé pour une période de 3 ans à compter de la date du dépôt de la déclaration. Pour le calcul de la période de 3 ans, les entreprises exerçant au 1er janvier 2016 sont considérées créées à cette date. L'impôt forfaitaire est déterminé sur la base du chiffre d'affaires annuel comme suit :

- 75 dinars par an pour les entreprises implantées en dehors des zones communales et 150 dinars par an pour les entreprises implantées dans les autres zones, et ce, pour le chiffre d'affaires égal ou inférieur à 10 mille dinars,
- 3% pour le chiffre d'affaires entre 10 mille dinars et 100 mille dinars.

Pour l'assouplissement de l'adhésion des personnes soumises au régime forfaitaire au régime réel, les personnes physiques qui optent pour l'imposition selon le régime réel ou celles déclassées au régime réel et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 150 mille dinars, peuvent opter pour la détermination de leur bénéfice net sur la base d'une comptabilité simplifiée basée sur la tenue :

- d'un registre côté et paraphé par les services fiscaux compétents sur lequel sont portés au jour le jour les produits bruts et les charges sur la base des pièces justificatives,
- d'un livre d'inventaire côté et paraphé par les services fiscaux compétents sur lequel sont portés annuellement les actifs immobilisés et les stocks.

Les personnes visées doivent joindre à leurs déclarations annuelles :

- un compte de résultats selon un modèle établi par l'administration.
- un relevé détaillé des amortissements.

Ces deux décisions sont importantes car ce régime attire de façon spectaculaire un nombre de plus en plus important de contribuables et constitue de la sorte une véritable source d'évasion fiscale. En effet, le nombre de ces forfaitaires est passé de 140 000 en 1989 à plus de 375 000 en 2010 et à 394976 forfaitaires en 2012.

Tableau 4: Nombre de forfaitaires par activité en 2012

Activités	Nombre de forfaitaires	EN %
Commerce de détail	189588	48,0%
Produits Alimentaires	104274	26,4%
Autres Produits	85315	21,6%
Services	205388	52,0%
Transport (personnes et marchandises)	82155	20,8%
Café-Restoration	41078	10,4%
Mécaniques Générale	20539	5,2%
Autres	61616	15,6%
TOTAL	394976	100,0%

Source : Ministère des Finances

Conclusion

Malgré son utilisation répandue, le concept de prélèvements obligatoires et donc celui de taux de pression fiscale souffre encore de plusieurs lacunes portant atteinte à son utilisation. Certes, le taux de pression fiscale permet de détecter une fiscalité plus lourde pour un pays donné, mais il reste silencieux sur les choix de société en regard des biens et services publics qui lui sont offerts. Cependant, une fois les limites exposées et comprises, le taux de pression fiscale demeure néanmoins utile pour établir des comparaisons internationales et mettre en évidence des évolutions en cours. Pour le cas de la Tunisie le taux des prélèvements obligatoires reste faible ; il est impératif d'engager une réforme de la législation fiscale à tous les niveaux afin d'éviter la fraude fiscale, assurer à l'Etat des ressources fiscales durables pour d'une part le fonctionnement de ses services publics et d'autre part la relance de la croissance.

Actuellement il est indispensable de mieux répartir les taux d'imposition et de les rendre plus simples et plus équitables. Il est indéniable aujourd'hui que les professions libérales, les commerçants, ainsi que tous ceux qui ont des revenus autres que les salaires ne supportent pas la même charge fiscale que les salariés.

ANNEXES STATISTIQUES

L'évolution des prélèvements obligatoires

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	892,0	1109,9	1285,8	1385,0	1596,9	1827,7	2024,6	2176,8	2385,1	2886,1	3106,8	3697,6	4560,8	4645,4	5032,7	5914,1	6089,2	7117,6
Impôts sur les revenus	555,7	676,7	771,8	892,7	1021,9	1152,8	1213,9	1309,0	1436,8	1524,2	1717,0	1948,8	2145,3	2379,4	2600,1	2872,8	3187,9	3710,3
-Salariés	402,2	477,6	548,3	644,4	742,5	831,5	913,4	1005,8	1082,1	1159,9	1300,7	1473,2	1606,4	1842,8	2005,5	2325,8	2640,0	3067,6
-Non Salariés	153,5	199,1	223,5	248,3	279,4	321,3	300,5	303,2	354,7	364,3	416,3	475,6	538,9	536,6	594,6	547,0	547,9	642,7
Impôts sur les sociétés	336,3	433,2	514,0	492,3	575,0	674,9	810,7	867,8	948,3	1361,9	1389,8	1748,8	2415,5	2266,0	2432,6	3041,3	2901,3	3407,3
-sociétés pétrolières	46,6	62,2	51,3	33,2	96,4	207,9	138,8	174,2	240,4	459,4	550,4	884,1	1150,0	646,8	812,5	999,4	1285,2	1709,5
-sociétés non pétrol	289,7	371,0	462,7	459,1	478,6	467,0	671,9	693,6	707,9	902,5	839,4	864,7	1265,5	1619,2	1620,1	2041,9	1616,1	1697,8
Droit de Douane	741,0	704,3	714,0	687,1	641,6	655,2	594,8	553,6	556,7	505,9	489,9	514,3	584,7	520,2	563,9	561,2	715,5	728,9
TVA	1007,7	1169,6	1437,0	1625,2	1792,3	1930,0	1895,1	2006,3	2257,8	2301,1	2465,5	2660,5	3309,0	3399,7	3749,8	3848,4	4375,8	4449,3
DC	641,9	722,4	774,8	857,8	916,3	1019,8	1044,9	1073,1	1150,4	1211,6	1254,9	1361,6	1464,8	1596,2	1563,3	1468,7	1597,6	1547,2
Autres Impôts	497,6	524,8	551,1	652,9	731,4	788,8	869,8	820,9	901,9	999,4	1152,7	1274,1	1411,6	1523,7	1789,0	1837,3	2086,5	2490,4
Impôt locaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	187,1	195,3	0,0	239,0	239,0							
Cotisations sociales	1 465,0	1 588,0	1 671,6	1 808,6	1 989,9	2 178,6	2 332,2	2 523,6	2 754,0	2 939,0	3 169,4	3 354,1	4 192,8	4 639,8	5 176,2	5 820,5	6 406,2	6 938,9
Les prélèv oblig	5245,2	5819,0	6434,3	7016,6	7668,4	8400,1	8948,5	9349,6	10005,9	10843,1	11639,2	12862,2	15523,7	16325,0	17874,9	19450,2	21509,8	23511,3
PIB (prix courants)	21 058,7	22 943,9	24 827,6	27 215,9	29 433,3	31 746,5	32 901,4	35 373,3	38 838,6	41 871,0	45 756,2	49 859,1	55 267,8	58 550,2	63 058,8	64 585,6	70 490,5	76 234,9
Taux prélèv oblig	24,9%	25,4%	25,9%	25,8%	26,1%	26,5%	27,2%	26,4%	25,8%	25,9%	25,4%	25,8%	28,1%	27,9%	28,3%	30,1%	30,5%	30,8%

Source : Ministère des Finances

Evolution des prélèvements obligatoires en pourcentage du PIB

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	4,2%	4,8%	5,2%	5,1%	5,4%	5,8%	6,2%	6,2%	6,1%	6,9%	6,8%	7,4%	8,3%	7,9%	8,0%	9,2%	8,6%	9,3%
Impôts sur les revenus	2,6%	2,9%	3,1%	3,3%	3,5%	3,6%	3,7%	3,7%	3,7%	3,6%	3,8%	3,9%	3,9%	4,1%	4,1%	4,4%	4,5%	4,9%
-Salariés	1,9%	2,1%	2,2%	2,4%	2,5%	2,6%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	3,0%	2,9%	3,1%	3,2%	3,6%	3,7%	4,0%
-Non Salariés	0,7%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%
Impôts sur les sociétés	1,6%	1,9%	2,1%	1,8%	2,0%	2,1%	2,5%	2,5%	2,4%	3,3%	3,0%	3,5%	4,4%	3,9%	3,9%	4,7%	4,1%	4,5%
-sociétés pétrolières	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%	0,3%	0,7%	0,4%	0,5%	0,6%	1,1%	1,2%	1,8%	2,1%	1,1%	1,3%	1,5%	1,8%	2,2%
-sociétés non pétrolières	1,4%	1,6%	1,9%	1,7%	1,6%	1,5%	2,0%	2,0%	1,8%	2,2%	1,8%	1,7%	2,3%	2,8%	2,6%	3,2%	2,3%	2,2%
Impôts indirects	13,7%	13,6%	14,0%	14,0%	13,9%	13,8%	13,4%	12,6%	12,5%	12,0%	11,7%	11,7%	12,2%	12,0%	12,2%	11,9%	12,4%	12,1%
Droit de Douane	3,5%	3,1%	2,9%	2,5%	2,2%	2,1%	1,8%	1,6%	1,4%	1,2%	1,1%	1,0%	1,1%	0,9%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%
TVA	4,8%	5,1%	5,8%	6,0%	6,1%	6,1%	5,8%	5,7%	5,8%	5,5%	5,4%	5,3%	6,0%	5,8%	5,9%	6,0%	6,2%	5,8%
DC	3,0%	3,1%	3,1%	3,2%	3,1%	3,2%	3,2%	3,0%	3,0%	2,9%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,5%	2,3%	2,3%	2,0%
Autres Impôts	2,4%	2,3%	2,2%	2,4%	2,5%	2,5%	2,6%	2,3%	2,3%	2,4%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,8%	2,8%	3,0%	3,3%
Impôt locaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,6%	0,0%	0,3%	0,3%							
Cotisations sociales	7,0%	6,9%	6,7%	6,6%	6,8%	6,9%	7,1%	7,1%	7,1%	7,0%	6,9%	6,7%	7,6%	7,9%	8,2%	9,0%	9,1%	9,1%
Les prélèvements obligatoires	24,9%	25,4%	25,9%	25,8%	26,1%	26,5%	27,2%	26,4%	25,8%	25,9%	25,4%	25,8%	28,1%	27,9%	28,3%	30,1%	30,5%	30,8%

Source : Ministère des Finances

Structure des prélèvements obligatoires

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	17,0%	19,1%	20,0%	19,7%	20,8%	21,8%	22,6%	23,3%	23,8%	26,6%	26,7%	28,7%	29,4%	28,5%	28,2%	30,4%	28,3%	30,3%
Impôts sur les revenus	10,6%	11,6%	12,0%	12,7%	13,3%	13,7%	13,6%	14,0%	14,4%	14,1%	14,8%	15,2%	13,8%	14,6%	14,5%	14,8%	14,8%	15,8%
-Salariés	7,7%	8,2%	8,5%	9,2%	9,7%	9,9%	10,2%	10,8%	10,8%	10,7%	11,2%	11,5%	10,3%	11,3%	11,2%	12,0%	12,3%	13,0%
-Non Salariés	2,9%	3,4%	3,5%	3,5%	3,6%	3,8%	3,4%	3,2%	3,5%	3,4%	3,6%	3,7%	3,5%	3,3%	3,3%	2,8%	2,5%	2,7%
Impôts sur les sociétés	6,4%	7,4%	8,0%	7,0%	7,5%	8,0%	9,1%	9,3%	9,5%	12,6%	11,9%	13,6%	15,6%	13,9%	13,6%	15,6%	13,5%	14,5%
-sociétés pétrolières	0,9%	1,1%	0,8%	0,5%	1,3%	2,5%	1,6%	1,9%	2,4%	4,2%	4,7%	6,9%	7,4%	4,0%	4,5%	5,1%	6,0%	7,3%
-sociétés non pétrol	5,5%	6,4%	7,2%	6,5%	6,2%	5,6%	7,5%	7,4%	7,1%	8,3%	7,2%	6,7%	8,2%	9,9%	9,1%	10,5%	7,5%	7,2%
Impôts indirects	55,1%	53,6%	54,0%	54,5%	53,2%	52,3%	49,2%	47,6%	48,6%	46,3%	46,1%	45,2%	43,6%	43,1%	42,9%	39,7%	40,8%	39,2%
Droit de Douane	14,1%	12,1%	11,1%	9,8%	8,4%	7,8%	6,6%	5,9%	5,6%	4,7%	4,2%	4,0%	3,8%	3,2%	3,2%	2,9%	3,3%	3,1%
TVA	19,2%	20,1%	22,3%	23,2%	23,4%	23,0%	21,2%	21,5%	22,6%	21,2%	21,2%	20,7%	21,3%	20,8%	21,0%	19,8%	20,3%	18,9%
DC	12,2%	12,4%	12,0%	12,2%	11,9%	12,1%	11,7%	11,5%	11,5%	11,2%	10,8%	10,6%	9,4%	9,8%	8,7%	7,6%	7,4%	6,6%
Autres Impôts	9,5%	9,0%	8,6%	9,3%	9,5%	9,4%	9,7%	8,8%	9,0%	9,2%	9,9%	9,9%	9,1%	9,3%	10,0%	9,4%	9,7%	10,6%
Impôt locaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,1%	2,1%	0,0%	1,1%	1,0%							
Cotisations sociales	27,9%	27,3%	26,0%	25,8%	25,9%	25,9%	26,1%	27,0%	27,5%	27,1%	27,2%	26,1%	27,0%	28,4%	29,0%	29,9%	29,8%	29,5%
Les prélèv obligatoires	100%																	

Source : Ministère des Finances

Evolution des recettes fiscales

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	892,0	1109,9	1285,8	1385,0	1596,9	1827,7	2024,6	2176,8	2385,1	2886,1	3106,8	3697,6	4560,8	4645,4	5032,7	5914,1	6089,2	7117,6
Impôts sur les revenus	555,7	676,7	771,8	892,7	1021,9	1152,8	1213,9	1309,0	1436,8	1524,2	1717,0	1948,8	2145,3	2379,4	2600,1	2872,8	3187,9	3710,3
Impôts sur les sociétés	336,3	433,2	514,0	492,3	575,0	674,9	810,7	867,8	948,3	1361,9	1389,8	1748,8	2415,5	2266,0	2432,6	3041,3	2901,3	3407,3
Impôt indirects	2888,2	3121,1	3476,9	3823,0	4081,6	4393,8	4404,6	4453,9	4866,8	5018,0	5363,0	5810,5	6770,1	7039,8	7666,0	7715,6	8775,4	9215,8
Droit de Douane	741,0	704,3	714,0	687,1	641,6	655,2	594,8	553,6	556,7	505,9	489,9	514,3	584,7	520,2	563,9	561,2	715,5	728,9
TVA	1007,7	1169,6	1437,0	1625,2	1792,3	1930,0	1895,1	2006,3	2257,8	2301,1	2465,5	2660,5	3309,0	3399,7	3749,8	3848,4	4375,8	4449,3
DC	641,9	722,4	774,8	857,8	916,3	1019,8	1044,9	1073,1	1150,4	1211,6	1254,9	1361,6	1464,8	1596,2	1563,3	1468,7	1597,6	1547,2
Autres Impôts	497,6	524,8	551,1	652,9	731,4	788,8	869,8	820,9	901,9	999,4	1152,7	1274,1	1411,6	1523,7	1789,0	1837,3	2086,5	2490,4
Recettes fiscales	3780,2	4231,0	4762,7	5208,0	5678,5	6221,5	6429,2	6630,7	7251,9	7904,1	8469,8	9508,1	11330,9	11685,2	12698,7	13629,7	14864,6	16333,4
Pression fiscale	18,0%	18,4%	19,2%	19,1%	19,3%	19,6%	19,5%	18,7%	18,7%	18,9%	18,5%	19,1%	20,5%	20,0%	20,1%	21,1%	21,1%	21,4%

Source : Ministère des Finances

Structure des recettes fiscales

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs	23,6%	26,2%	27,0%	26,6%	28,1%	29,4%	31,5%	32,8%	32,9%	36,5%	36,7%	38,9%	40,3%	39,8%	39,6%	43,4%	41,0%	43,6%
Impôts sur les revenus	14,7%	16,0%	16,2%	17,1%	18,0%	18,5%	18,9%	19,7%	19,8%	19,3%	20,3%	20,5%	18,9%	20,4%	20,5%	21,1%	21,4%	22,7%
Impôts sur les sociétés	8,9%	10,2%	10,8%	9,5%	10,1%	10,8%	12,6%	13,1%	13,1%	17,2%	16,4%	18,4%	21,3%	19,4%	19,2%	22,3%	19,5%	20,9%
Impôt indirects	76,4%	73,8%	73,0%	73,4%	71,9%	70,6%	68,5%	67,2%	67,1%	63,5%	63,3%	61,1%	59,7%	60,2%	60,4%	56,6%	59,0%	56,4%
Droit de Douane	19,6%	16,6%	15,0%	13,2%	11,3%	10,5%	9,3%	8,3%	7,7%	6,4%	5,8%	5,4%	5,2%	4,5%	4,4%	4,1%	4,8%	4,5%
TVA	26,7%	27,6%	30,2%	31,2%	31,6%	31,0%	29,5%	30,3%	31,1%	29,1%	29,1%	28,0%	29,2%	29,1%	29,5%	28,2%	29,4%	27,2%
DC	17,0%	17,1%	16,3%	16,5%	16,1%	16,4%	16,3%	16,2%	15,9%	15,3%	14,8%	14,3%	12,9%	13,7%	12,3%	10,8%	10,7%	9,5%
Autres Impôts	13,2%	12,4%	11,6%	12,5%	12,9%	12,7%	13,5%	12,4%	12,4%	12,6%	13,6%	13,4%	12,5%	13,0%	14,1%	13,5%	14,0%	15,2%
Recettes fiscales	100%																	

Source : Ministère des Finances

Evolution des impôts directs

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts sur les revenus	<u>555,7</u>	<u>676,7</u>	<u>771,8</u>	<u>892,7</u>	<u>1021,9</u>	<u>1152,8</u>	<u>1213,9</u>	<u>1309,0</u>	<u>1436,8</u>	<u>1524,2</u>	<u>1717,0</u>	<u>1948,8</u>	<u>2145,3</u>	<u>2379,4</u>	<u>2600,1</u>	<u>2872,8</u>	<u>3187,9</u>	<u>3710,3</u>
-Salariés	402,2	477,6	548,3	644,4	742,5	831,5	913,4	1005,8	1082,1	1159,9	1300,7	1473,2	1606,4	1842,8	2005,5	2325,8	2640,0	3067,6
-Non Salariés	153,5	199,1	223,5	248,3	279,4	321,3	300,5	303,2	354,7	364,3	416,3	475,6	538,9	536,6	594,6	547,0	547,9	642,7
Impôts sur les sociétés	<u>336,3</u>	<u>433,2</u>	<u>514,0</u>	<u>492,3</u>	<u>575,0</u>	<u>674,9</u>	<u>810,7</u>	<u>867,8</u>	<u>948,3</u>	<u>1361,9</u>	<u>1389,8</u>	<u>1748,8</u>	<u>2415,5</u>	<u>2266,0</u>	<u>2432,6</u>	<u>3041,3</u>	<u>2901,3</u>	<u>3407,3</u>
-sociétés pétrolières	46,6	62,2	51,3	33,2	96,4	207,9	138,8	174,2	240,4	459,4	550,4	884,1	1150,0	646,8	812,5	999,4	1285,2	1709,5
-sociétés non pétrolières	289,7	371,0	462,7	459,1	478,6	467,0	671,9	693,6	707,9	902,5	839,4	864,7	1265,5	1619,2	1620,1	2041,9	1616,1	1697,8
Impôts directs	892,0	1109,9	1285,8	1385,0	1596,9	1827,7	2024,6	2176,8	2385,1	2886,1	3106,8	3697,6	4560,8	4645,4	5032,7	5914,1	6089,2	7117,6

Source : Ministère des Finances

structure des impôts directs

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts sur les revenus	62,3%	61,0%	60,0%	64,5%	64,0%	63,1%	60,0%	60,1%	60,2%	52,8%	55,3%	52,7%	47,0%	51,2%	51,7%	48,6%	52,4%	52,1%
-Salariés	45,1%	43,0%	42,6%	46,5%	46,5%	45,5%	45,1%	46,2%	45,4%	40,2%	41,9%	39,8%	35,2%	39,7%	39,8%	39,3%	43,4%	43,1%
-Non Salariés	17,2%	17,9%	17,4%	17,9%	17,5%	17,6%	14,8%	13,9%	14,9%	12,6%	13,4%	12,9%	11,8%	11,6%	11,8%	9,2%	9,0%	9,0%
Impôts sur les sociétés	37,7%	39,0%	40,0%	35,5%	36,0%	36,9%	40,0%	39,9%	39,8%	47,2%	44,7%	47,3%	53,0%	48,8%	48,3%	51,4%	47,6%	47,9%
-sociétés pétrolières	5,2%	5,6%	4,0%	2,4%	6,0%	11,4%	6,9%	8,0%	10,1%	15,9%	17,7%	23,9%	25,2%	13,9%	16,1%	16,9%	21,1%	24,0%
-sociétés non pétrolières	32,5%	33,4%	36,0%	33,1%	30,0%	25,6%	33,2%	31,9%	29,7%	31,3%	27,0%	23,4%	27,7%	34,9%	32,2%	34,5%	26,5%	23,9%
Impôts directs	100%																	
Pression fiscale directe	4,2%	4,8%	5,2%	5,1%	5,4%	5,8%	6,2%	6,2%	6,1%	6,9%	6,8%	7,4%	8,3%	7,9%	8,0%	9,2%	8,6%	9,3%

Source : Ministère des Finances

Evolution des impôts indirects

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits de Douane	741,0	704,3	714,0	687,1	641,6	655,2	594,8	553,6	556,7	505,9	489,9	514,3	584,7	520,2	563,9	561,2	715,5	728,9
TVA	1007,7	1169,6	1437,0	1625,2	1792,3	1930,0	1895,1	2006,3	2257,8	2301,1	2465,5	2660,5	3309,0	3399,7	3749,8	3848,4	4375,8	4449,3
DC	641,9	722,4	774,8	857,8	916,3	1019,8	1044,9	1073,1	1150,4	1211,6	1254,9	1361,6	1464,8	1596,2	1563,3	1468,7	1597,6	1547,2
Autres Impôts	497,6	524,8	551,1	652,9	731,4	788,8	869,8	820,9	901,9	999,4	1152,7	1274,1	1411,6	1523,7	1789,0	1837,3	2086,5	2490,4
Impôt indirects	2888,2	3121,1	3476,9	3823,0	4081,6	4393,8	4404,6	4453,9	4866,8	5018,0	5363,0	5810,5	6770,1	7039,8	7666,0	7715,6	8775,4	9215,8
- régime intérieur	1265,9	1430,3	1640,0	1947,6	2122,6	2262,0	2404,1	2486,8	2678,8	2857,1	3073,7	3342,5	3799,0	4031,2	4139,0	4340,7	4737,3	5071,5
- régime importation	1622,3	1690,8	1836,9	1875,4	1959,0	2131,8	2000,5	1967,1	2188,0	2161,0	2289,2	2467,9	2971,1	3008,6	3527,0	3375,0	4038,1	4144,3

Source : Ministère des Finances

Structure des impôts indirects

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits de Douane	25,7%	22,6%	20,5%	18,0%	15,7%	14,9%	13,5%	12,4%	11,4%	10,1%	9,1%	8,9%	8,6%	7,4%	7,4%	7,3%	8,2%	7,9%
TVA	34,9%	37,5%	41,3%	42,5%	43,9%	43,9%	43,0%	45,0%	46,4%	45,9%	46,0%	45,8%	48,9%	48,3%	48,9%	49,9%	49,9%	48,3%
DC	22,2%	23,1%	22,3%	22,4%	22,4%	23,2%	23,7%	24,1%	23,6%	24,1%	23,4%	23,4%	21,6%	22,7%	20,4%	19,0%	18,2%	16,8%
Autres Impôts	17,2%	16,8%	15,9%	17,1%	17,9%	18,0%	19,7%	18,4%	18,5%	19,9%	21,5%	21,9%	20,9%	21,6%	23,3%	23,8%	23,8%	27,0%
Impôt indirects	100%																	
- régime intérieur	43,8%	45,8%	47,2%	50,9%	52,0%	51,5%	54,6%	55,8%	55,0%	56,9%	57,3%	57,5%	56,1%	57,3%	54,0%	56,3%	54,0%	55,0%
- régime importation	56,2%	54,2%	52,8%	49,1%	48,0%	48,5%	45,4%	44,2%	45,0%	43,1%	42,7%	42,5%	43,9%	42,7%	46,0%	43,7%	46,0%	45,0%
Pression fiscale indirecte	13,7%	13,6%	14,0%	14,0%	13,9%	13,8%	13,4%	12,6%	12,5%	12,0%	11,7%	11,7%	12,2%	12,0%	12,2%	11,9%	12,4%	12,1%

Source : Ministère des Finances